

SECRETARIAT POLITIQUE

EXPOSE LIMINAIRE DU CHEF DU DEPARTEMENT
A LA CONFERENCE DES AMBASSADEURS DU MARDI 22 AOUT 1989

Salutations d'usage

Tout d'abord, je voudrais rendre hommage à la mémoire d'un Chef de Mission décédé depuis notre dernière conférence, alors qu'il était en fonction.

Comme vous le savez, nous avons eu à déplorer le décès de l'Ambassadeur Jean Cuendet, Chef de notre Mission diplomatique en Inde, survenu le 19 décembre dernier des suites d'une crise cardiaque.

Né en 1929, M. Jean Cuendet effectua ses études universitaires à Genève et les termina avec la licence en droit. Entré en 1956 au service de notre Département, il fut d'abord affecté à Belgrade, Berne et Paris. Rentré à Berne en 1966, il entra au service juridique et prit la tête de la section du droit international public en février 1970. En juillet de la même année, M. Cuendet fut transféré à Pékin comme conseiller d'ambassade et premier collaborateur du chef de mission puis, en 1973, en cette même qualité à Beyrouth. A fin 1975, il fut transféré à Berne pour prendre la direction du Secrétariat politique. A cette occasion le titre de ministre, et en 1977 celui d'ambassadeur lui fut conféré dans l'exercice de ses fonctions. En 1980, le Conseil fédéral le nomma ambassadeur en Egypte, en Somalie et au Soudan, avec résidence au Caire. Depuis 1984, M. Cuendet était ambassadeur à la Nouvelle Delhi.

- 2 -

Je vous prie de vous lever et d'observer une minute de silence à la mémoire de l'Ambassadeur Cuendet, dont nous n'oublierons pas les précieux services qu'il a rendus à la Confédération.

* *
*

Selon l'usage, j'aimerais maintenant rendre hommage, respectivement prendre congé officiellement de trois de vos collègues et de quatre hauts fonctionnaires de la Centrale qui ont pris ou qui prendront leur retraite dans le courant de cette année.

Il s'agit de :

- RIESER Walter, Ambassadeur en Tunisie depuis 1984 qui, affecté dans sa santé, a été mis au bénéfice d'une retraite anticipée avec effet au 31 décembre 1988
- RAEBER Thomas, Ambassadeur, Chef de la Représentation permanente de la Suisse auprès du Conseil de l'Europe depuis 1983
- QUENDOZ Raymond, Chargé d'affaires au Paraguay depuis 1985.

Malheureusement, M. l'Ambassadeur Rieser et M. le Chargé d'affaires Quendoz sont empêchés d'assister à notre réunion. Je tiens ici à exprimer à tous les trois Chefs de Mission ma reconnaissance pour leur dévouement et les services qu'ils ont rendus à notre pays durant tant d'années d'activités incessantes.

Les quatre hauts fonctionnaires de la Centrale qui prendront leur retraite avant la fin de l'année sont :

- STETTLER Rudolf, Directeur suppléant de la Direction du droit international public depuis 1984

- 3 -

- WEBER Paul, Chef du Service des indemnités depuis 1977

- ROBERT Fernand, Chef de la Section de la protection consulaire depuis 1986

- KLEEB Hanni, Chef de la bibliothèque du Département depuis 1963.

J'adresse un grand merci aussi au Ministre Stettler, à Mme Kleeb et à MM. Weber et Robert pour leur engagement et je souhaite à tous ceux que je viens de nommer une heureuse retraite et forme mes vœux les meilleurs pour leur santé.

* *
 *
 *

Introduction

Au risque de rompre avec une tradition qui semblait bien établie, je n'ai pas l'intention cette année, dans mon propos liminaire, de dresser un catalogue exhaustif des événements survenus dans le monde depuis la précédente conférence : vous avez tous lu comme moi la presse, vu la télévision et reçu les bulletins politiques. Je ne veux pas davantage faire l'inventaire des activités du Conseil fédéral ou de notre Département en matière de politique étrangère : les "Wochentelex" et autres rapports de la centrale sont là pour ça.

De toute façon, vous n'êtes sûrement pas venus des quatre coins du monde pour assister à cette conférence seulement pour entendre la voix de la centrale mais aussi et surtout pour vous faire entendre, pour avoir une chance de nous faire part de vos points de vue et de vos expériences. Je serai donc intentionnellement plus bref qu'on ne l'a été par le passé dans les mêmes circonstances.

- 4 -

Parmi les importants événements que nous vivons, il y en a à mon sens deux qui actuellement interpellent particulièrement notre pays et influenceront notre avenir :

1. l'évolution en Hongrie, en Pologne et la décrispation Est - Ouest, ce qui est pour une part un corollaire du dégel à l'intérieur de l'Union soviétique.
2. Deuxième dossier important : l'accélération du processus d'intégration de la Communauté, la perspective d'échéances décisives et le renforcement du dialogue entre la Communauté et l'AELE.

* * *

Alors, comment notre pays doit-il définir sa position, sa politique face à ces importantes circonstances ? Au fond, c'est l'Europe qui est en train de changer et qui nous interpelle.

Je sais que certains d'entre vous nous rappellent qu'il existe d'autres problèmes et d'autres réalités. Je les rassure tout de suite en leur disant qu'il n'est pas dans notre intention, à la centrale, de nous livrer à un eurocentrisme exclusif. La Suisse a une vocation européenne et mondiale. Mon prochain voyage officiel aura du reste lieu dans le nouveau monde, à Mexico, Washington et New York. Nous ne devons pas oublier l'aide au développement, c'est-à-dire le tiers monde et sa pénible situation économique où près d'un milliard d'êtres humains vivent, selon l'OCDE, dans des conditions de pauvreté absolue. Les spécialistes en économie et finances internationales constatent cette année la vive croissance économique des pays industrialisés mais aussi ce qu'ils appellent "le niveau insatisfaisant des ajustements internationaux". Voilà une manière bien délicate et voilée de nous dire qu'il y a toujours des peuples entiers qui ont faim parce qu'ils ne peuvent couvrir leurs besoins les plus élémentaires.

- 5 -

Que fait la Suisse ? Elle est active mais son effort est limité par les contraintes budgétaires. Les ressources accordées à notre aide publique s'élèvent à quelque 0,3 % du produit national brut, ce qui ne nous place pas en tête du peloton des nations industrielles et ne renforce pas notre crédibilité morale. Notre Département aussi bien que le Département de l'économie publique tirent néanmoins le parti maximum des moyens limités dont ils disposent.

L'aide au développement est une composante de notre politique étrangère qui doit sans cesse être repensée. Aujourd'hui, on ne peut plus concevoir un programme d'aide sans prendre en compte son incidence sur l'environnement sans prévoir des techniques de substitution parfois coûteuses. La gestion de l'environnement est en fait de plus en plus considérée comme une tâche globale de tous les pays, et nous devons aider les pays en développement, dans notre propre intérêt, à maintenir leurs ressources naturelles. Le Comité de coordination interdépartementale pour la coopération au développement et de l'aide humanitaire a reçu pour mission de déterminer la compatibilité de nos actions d'aide au développement avec la protection de l'environnement.

Inspiré par les mêmes préoccupations, le PNUE, dans sa session de mai dernier à Nairobi, a lancé le projet d'une conférence internationale sur l'environnement et le développement, prévue pour 1992. On voit que la prise de conscience de l'urgence de la situation se généralise, que le renforcement de structures s'impose à l'échelle planétaire car nous sommes placés devant l'évidence incontournable que l'homme est en train de dilapider ses ressources naturelles et que la nature n'est plus en mesure de les régénérer.

La profonde détérioration de la situation économique et financière de nombre de nos partenaires, conséquence de la crise de l'endettement en particulier, nous oblige à intervenir beaucoup plus souvent sous forme de financement économique direct, au titre de l'ajustement structurel, ou sous la forme de soutien des program-

- 6 -

mes sociaux urgents; nous devons renoncer ainsi partiellement à des formes plus traditionnelles, comme la mise sur pied de projets.

La crise économique que connaissent nos partenaires nous force par ailleurs à voir encore plus largement l'ensemble de la problématique Nord-Sud. Il ne s'agit pas seulement d'offrir une bonne coopération au développement. Nous devons aussi chercher tous les moyens pour permettre aux pays en développement d'accroître leurs recettes d'exportations, et lutter donc contre le protectionnisme souvent très important des pays industrialisés. Il faut aussi, de manière impérative, trouver une solution acceptable au problème de la dette, ce qui nous oblige à réfléchir au rôle, par exemple, de la garantie des risques à l'exportation.

Les conflits régionaux dans le tiers monde vont continuer de retenir l'attention du Département. Dans ce contexte, nous participons comme vous savez à un certain nombre d'opérations de maintien de la paix et, en Afrique australe, nous avons élargi la portée de cette participation, donnant par là un sens accru à notre disponibilité internationale. Le premier groupe de volontaires suisses est parti pour la Namibie le 14 mars dernier. A ce jour, l'unité médicale suisse est donc déployée depuis plus de cinq mois, avec plus de 150 volontaires, ce qui est une bonne chose pour notre image.

En outre, le Secrétaire général de l'ONU a sollicité officiellement le soutien de la Suisse pour superviser les élections namibiennes du 1er novembre prochain.

L'Asie non plus, nous ne l'oublions pas et Dieu sait si les tragiques événements en Chine, en juin dernier, nous ont occupés. Par sa déclaration du 5 juin, dont vous avez eu connaissance, le Conseil fédéral a condamné l'intervention armée et a exprimé l'émotion ressentie en Suisse à cette occasion. La décision que nous avons prise peu après de suspendre l'exportation d'armes vers la Chine est une suite logique des événements et une mesure

- 7 -

conforme à notre législation en la matière. Nous suspendons actuellement les visites bilatérales à haut niveau mais, toujours selon notre pratique constante, nous renonçons à appliquer des sanctions. Le Conseil fédéral a du reste rappelé toute l'importance qu'il accorde à ses relations avec la Chine, établies en 1950 déjà. Aujourd'hui nous devons rechercher les voies et moyens d'empêcher ce pays de se replier sur lui-même, de s'enfermer à nouveau dans le carcan de l'idéologie. Mais apparemment, les causes des événements du printemps dernier ne sont pas résolues. La vieille garde qui se crispe sur son pouvoir semble n'avoir toujours pas compris la nécessité d'adapter les structures politiques du pays à la modernisation de l'économie.

Si contraignants que soient la plupart des problèmes qui nous interpellent à l'échelle mondiale, la géographie, les circonstances et le calendrier me conduisent à privilégier les deux importants dossiers que j'ai évoqués tout à l'heure.

1. L'EVOLUTION EN EUROPE DE L'EST

Qui pouvait prévoir il y a cinq ans, alors que l'URSS avait à sa tête un ancien patron du KGB, que ce pays allait manifester un changement aussi radical d'orientation et une volonté d'ouverture aussi spectaculaire ?

Ce qui a d'abord été accueilli à l'Ouest avec prudence et même avec suspicion commence maintenant à s'inscrire dans la réalité. Il ne s'agit pas de tomber dans les excès de ce qu'on appelle la Gorbimanie, mais tout de même, depuis quelques années nous sommes obligés de reconnaître quelques faits importants : Les dispositions favorables du Kremlin face aux principaux dossiers de maîtrise des armements. Je pense aux armes nucléaires de courte portée (le traité INF déjà signé), aux armes stratégiques (les négociations START de Genève) et aux armes conventionnelles: la négociation CFE de Vienne où Moscou et Washington ont échangé des propositions très encourageantes.

- 8 -

Les bonnes dispositions du Kremlin ne se sont pourtant pas arrêtées aux seuls dossiers du désarmement. Elles se sont exprimées dans d'autres domaines importants, comme l'ont démontré les récentes conférences de Londres sur l'information et de Paris sur la dimension humaine. L'esprit dans lequel ces deux exercices se sont écoulés aurait été impensable à l'époque où la CSCE faisait péniblement ses premiers pas.

Préoccupé par la situation économique intérieure de son pays et par l'explosif problème des minorités, M. Gorbatchev semble déterminé à accorder une attention prioritaire à son pays plutôt que de poursuivre à un prix devenu insupportable son expansion impériale. Depuis lors, plutôt que de voir les conflits régionaux se multiplier, on les voit se résoudre peu à peu. A propos de certains de ces conflits, on peut aujourd'hui s'adresser aux deux superpuissances.

Le monolithe rigide du bloc oriental, avec ses dogmes et son immuable liturgie est en train de se disloquer. Il ne se passe pratiquement pas de mois sans que le peuple russe ne redécouvre une nouvelle liberté, une nouvelle vérité. Le monde de ce que Raymond Aron appelait "la surréalité idéologique" est battu en brèche et contesté jusque dans les livres d'histoire. La politique de Gorbatchev et sa volonté de s'atteler d'abord aux problèmes intérieurs de son pays ont permis à certains de ses voisins de relâcher la dictature interne du parti et de tenter l'ouverture vers l'Occident. Je pense bien sûr à la Hongrie et à la Pologne. C'est au fond plus qu'une ouverture; ce que nous observons, c'est l'appel à l'aide de sociétés attirées par nos succès économiques mais qui en ignorent les mécanismes, intéressées par nos démocraties mais qui en ont oublié l'exercice. C'est ce que j'ai pu observer lors de mon voyage en Pologne l'hiver dernier. Il faut cependant se garder de se laisser entraîner par un excès d'enthousiasme.

Oui, le trop fameux rideau de fer entre la Hongrie et l'Autriche est tombé au sol, ce qui est en soi déjà un formidable symbole.

- 9 -

Cependant, le chemin à parcourir reste immense : généralement on pense ici à

- l'endettement endémique de certains pays de l'Est;
- à l'écart technologique croissant entre l'Est et l'Ouest;
- aux insurmontables problèmes d'environnement auxquels doit faire face l'Europe orientale;
- à la différence des mentalités et des habitudes.

Lors de sa dernière intervention devant le Soviet Suprême, il y a quelques semaines, M. Gorbatchev a dénoncé avec lucidité le retard dans les mentalités économiques de ses concitoyens, mais aussi l'incompétence et l'apathie.

Mais à mon sens, il y a un problème plus fondamental qui est le suivant : ces pays, l'URSS, la Hongrie, la Pologne doivent et veulent restructurer leur économie, c'est-à-dire rendre leur appareil de production plus efficace. Or cela n'est pas possible sans restaurer dans une bonne mesure les libertés individuelles, c'est-à-dire sans abandonner les fondements mêmes du système actuel: la dictature d'un parti appelé à régir la vie de l'individu, de la naissance à la mort. En dernière analyse, c'est ce que les dirigeants chinois n'ont pas compris ou n'ont pas voulu assumer. En effet, il n'est pas concevable de laisser se multiplier des activités économiques privées, des syndicats, éventuellement des partis politiques et d'entraver en même temps les libertés élémentaires d'expression, d'information et de circulation.

Voilà un extraordinaire défi non seulement pour les principaux acteurs mais aussi pour nous autres Occidentaux. La situation est pourtant encore bien fragile, car les développements en Hongrie comme en Pologne dépendent pour une bonne part de l'évolution en URSS, laquelle est pour le moment largement due à l'inspiration

- 10 -

et la volonté d'un seul homme, Gorbatchev. Son échec ne risquerait-il pas d'entraîner pour assez longtemps un retour à l'orthodoxie de naguère au sein du camp socialiste ? La question me paraît légitime. Lors des débats qui ont encore eu lieu tout récemment au sein du Politburo à Moscou, plusieurs dirigeants ont attaqué indirectement Gorbatchev en dénonçant l'érosion de l'autorité du parti.

Pour être plus optimistes, retenons l'hypothèse de pays comme la Hongrie et la Pologne qui s'orientent vers une restauration de la démocratie pluraliste. On peut alors se demander si ces deux pays auraient encore leur place au sein du Pacte de Varsovie, au sein d'un instrument impérial destiné à combattre les libertés démocratiques alors qu'en Occident nous sommes attachés à les défendre. Les questions que l'on doit se poser au fond sont celles de la survie politique de Gorbatchev et aussi de la tolérance de l'URSS envers les réformes en cours à Budapest et à Varsovie. M. Gorbatchev a réaffirmé dernièrement, devant le Comité politique consultatif du Pacte de Varsovie, que "personne ne possède le monopole de la vérité". Il a répudié à nouveau ce que nous appelons la doctrine Breshnev en déclarant que "personne ne peut, quel qu'en soit le prétexte, s'ingérer ... dans la politique d'un autre pays". Mais il a aussi mis en garde contre la tentation de l'Occident "de profiter des processus vertigineux de transformation pour déstabiliser la situation dans les Etats socialistes". Il n'est actuellement pas pensable que l'URSS laisse passivement les marches occidentales de son empire se débander, sous prétexte de perestroïka.

La politique suisse vis-à-vis de l'Europe orientale

(Voyage en Pologne l'hiver dernier)

Lors de mon voyage en Finlande et en Suède, en mai dernier, l'évolution de la situation en Europe orientale a évidemment été à l'ordre du jour. Nous avons parlé de la Pologne et des Etats

- 11 -

Baltes, voisins de ces deux pays, mais aussi de l'URSS, de la Hongrie et de la Yougoslavie. Chacun de ces pays a son équation propre et ce qui est important maintenant c'est d'identifier les besoins de chacun d'eux. Ensuite il s'agira d'établir des priorités puis de coordonner autant que possible les efforts de l'Occident.

En fait, notre assistance doit s'étendre à différents domaines. Elle doit dépasser les prestations exclusivement financières. Bien sûr, la dette polonaise est un problème dont il faut continuer de s'occuper, à travers le club de Paris. Cette dette a commencé à l'époque de Gierak et elle s'élève aujourd'hui à plus de 40 milliards de dollars. Seulement, verser de l'argent frais dans le système qui a engendré cette dette sans réformer le système lui-même, c'est appliquer un emplâtre sur une jambe de bois. Cela revient à accroître encore davantage la dépendance des économies planifiées envers l'Occident.

Ce qu'il importe au fond de faire, c'est initier ces pays au fonctionnement de nos sociétés :

- sur le plan économique, les familiariser avec les mécanismes du marché, avec nos structures financières, avec la formation réelle des prix des produits et des services.
- Sur le plan politique, il faut leur réapprendre l'exercice quotidien de la démocratie.

A cela va s'ajouter la formation des cadres, des gestionnaires, la coopération bancaire, les transferts de technologie.

En même temps, il importera de ne pas provoquer les susceptibilités de Moscou par un empressement trop spectaculaire de l'Occident. Eviter que l'URSS ne rabaisse le rideau de fer sous l'effet de la peur.

- 12 -

Avec mes collègues neutres, nous avons observé que nos pays pourraient jouer un rôle de trait d'union entre l'Occident et les Etats du Pacte de Varsovie qui cherchent l'ouverture, car notre action risque moins d'éveiller les suspicions du Kremlin que si elle s'identifie à l'Alliance atlantique.

La récente réunion du suivi du Sommet de l'Arche, à Bruxelles, a mis en évidence la volonté de coordination entre pays occidentaux mais pour l'instant la coopération bilatérale semble devoir l'emporter. Dans l'immédiat, la Suisse va approfondir la possibilité d'une action centrée sur l'aide alimentaire à la Pologne, associée à l'amélioration des mécanismes de distribution.

* *
*

2. L'INTEGRATION

Voilà un autre dossier central et qui va inévitablement nous occuper de plus en plus. Le sujet sera assurément abordé encore jeudi et je ne veux pas revenir en détail sur les étapes antérieures et sur les échéances à venir, qui vous sont connues.

Au fil des années, nos relations avec la Communauté européenne se sont extraordinairement approfondies et diversifiées dans un grand nombre de domaines. C'est évidemment la situation géographique et l'imbrication économique qui nous ont conduits à multiplier ces relations à travers environ 130 accords différents. Et c'est pourquoi nous avons un peu "d'avance" sur la plupart de nos partenaires de l'AELE. La Suisse passe pour un partenaire difficile et exigeant mais c'est peut-être justement parce que nous avons une connaissance plus approfondie de la réalité. Il y a des principes que l'on ne peut pas abandonner à la légère (démocratie directe, liberté de circulation des personnes, liberté de circulation des biens - agriculture), mais cela ne veut pas dire que

- 13 -

nous sommes le frein dans le dialogue entre la CEE et les pays de l'AELE.

Cette situation particulière de notre pays, je l'ai rappelée à chacun de mes interlocuteurs nordiques, le printemps dernier, à Helsinki, à Stockholm comme à Oslo : Il ne faut pas oublier que la Suisse est le deuxième client de la CEE, que 600'000 ressortissants de la Communauté travaillent en Suisse et que 400'000 sont employés dans des entreprises suisses établies dans la CEE, ce qui fait un million d'emplois offerts par la Suisse à la Communauté.

Notre démarche vers les 12 est maintenant en Suisse un problème de tous les jours. Nous sommes prêts à poursuivre cette démarche et nous sommes disposés à le faire avec nos partenaires de l'AELE mais nous estimons qu'il n'est pas nécessaire pour autant de conférer à l'Association des prérogatives supranationales. Certains ont parlé d'une adhésion de pays comme la Hongrie ou la Yougoslavie à l'AELE. A mon sens, cette idée est encore un peu utopique. Une chose est d'aider ces pays, une autre est de les accueillir dans notre association alors que leurs structures politiques et économiques ne les y ont pas du tout préparés. Une association élargie dans cette direction deviendrait dans le contexte actuel une sorte de nébuleuse disparate et compliquerait singulièrement la négociation avec la Communauté.

Actuellement, il est encore prématuré de préciser la forme et l'ampleur que va prendre le réaménagement des relations entre la CEE et les pays de l'AELE, mais la volonté existe d'ores et déjà de créer de nouvelles bases, de formuler un large front de négociation ou d'exploration approfondie.

Ce qu'une proportion croissante de l'opinion a compris en Suisse, c'est que non seulement on doit garder le contact avec l'Europe intégrée, mais s'y associer encore plus étroitement que par le passé.

- 14 -

L'Autriche a déposé sa demande d'adhésion en provoquant la réaction que l'on sait en Union soviétique. Cette démarche devrait nous intéresser, plutôt que nous horrifier, car nous aussi nous pourrions être appelés à franchir un jour la même ligne d'arrivée, en ayant suivi un itinéraire différent. Nous sommes évidemment déterminés à sauvegarder notre identité, nos institutions, mais pas au prix de voir l'Europe irréversible se faire autour de nous et de n'être plus, là au milieu, qu'une curiosité touristique ou un vaste "Club Méditerranée". Nous risquerions alors de devoir rendre compte à la génération à venir de notre exclusion. Rien ne presse cependant; nous devons nous donner le temps de la réflexion.

* *
*

Il y a un dernier sujet dont je voudrais encore vous entretenir :

RENCONTRE ENTRE LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES
DES QUATRE PAYS NEUTRES

Comme vous le savez, j'ai lancé l'idée en mai dernier auprès de mes collègues autrichien, finlandais, suédois, de rencontres régulières entre nous afin d'échanger des informations sur nos politiques respectives et d'explorer les perspectives de concertation mutuelle. Ma proposition a été très bien accueillie et nous aurons une première rencontre cet automne en Suisse.

Comme je l'ai déjà dit, il ne s'agit évidemment pas de former un bloc des Neutres mais d'instituer, au niveau ministériel, un mécanisme régulier d'échange d'informations et d'avoir une concertation à l'exemple de ce qui existe depuis plusieurs années au niveau des Secrétaires d'Etat, qui se poursuivra à l'avenir comme complément aux réunions ministérielles prévues.

- 15 -

Il est convenu que ces réunions revêtiront un caractère informel. Elles nous permettront de passer en revue les questions d'actualité et de coordonner éventuellement notre action dans les domaines intéressant particulièrement les quatre Neutres :

- action en faveur de certains pays de l'Est;
- opération de maintien de la paix dans le contexte des conflits régionaux (expérience de la Finlande et de la Suède - formation);
- droits de l'homme et questions humanitaires (expérience de la Suisse : CICR, réfugiés);
- l'intégration européenne. Même si nos positions ne sont pas identiques en tout point, et je dirais précisément parce qu'elles ne le sont pas, la poursuite de la concertation non seulement au sein de l'AELE mais aussi entre les quatre Neutres va s'avérer nécessaire dans ce domaine aussi;
- l'environnement : j'en ai déjà parlé tout à l'heure, à propos de l'aide au développement. Dans ce domaine aussi, les Neutres peuvent échanger davantage leurs expériences et accroître leur coordination. Nous sommes du reste sur la bonne voie, comme l'a démontré la CSCE, où notre Département a joué un rôle moteur en faveur de l'environnement. C'est ainsi qu'ont été portés à l'ordre du jour de la deuxième corbeille :
 - la lutte contre la pollution de l'atmosphère et de l'eau
 - le transport des déchets dangereux
 - les accidents industriels.

Il est certain que le résultat très encourageant obtenu à Vienne, qui a notamment ouvert la voie à la prochaine confé-

- 16 -

rence de Sofia, est dû essentiellement aux efforts conjugués de l'Autriche, de la Finlande, de la Suède et de la Suisse.

L'Europe des Douze est en train de son côté de mettre sur pied une Agence européenne de l'environnement. Nous comptons rappeler à nos amis de la Communauté que les pays de l'AELE font encore partie de l'Europe et nous espérons pouvoir participer à ce projet pendant qu'il est encore à l'état d'élaboration. Dans un domaine comme celui de l'environnement, nous devons relever l'absurdité d'une agence exclusive. Les pays nordiques sont comme la Suisse très conscients de la protection de l'environnement et dans ce domaine aussi nous pourrons avoir des échanges fructueux entre pays neutres pour essayer de réconcilier les nécessités économiques internationales et le respect de l'environnement. Nous pourrons nous pencher en particulier sur les graves problèmes d'environnement auxquels doit faire face l'Europe orientale.

Les dossiers que je viens de mentionner seront assurément aussi abordés lors de la visite en Suisse du Premier Ministre suédois le mois prochain.

* *
*

Comme vous le voyez, et comme je vous l'ai annoncé, je n'ai volontairement pas été exhaustif dans mon propos. je me suis concentré sur l'Europe, pour des raisons qui me paraissent assez évidentes. Il y a des régions géographiques qui n'ont pas été évoquées mais cela ne veut pas dire qu'elles ne doivent pas être abordées par vous. Il y a des questions que je n'ai pas traitées, comme la négociation GATT, que nous espérons voir aboutir pour éviter un retour sur l'avant-scène des vieux démons du bilatéralisme et du protectionisme. Mais ces dossiers, on les abordera au cours de la conférence et de toute façon ils continueront d'être

- 17 -

suivis par la centrale. C'est là du reste une nécessité, car dans l'ordre politique, juridique et économique, si nos priorités géographiques vont d'abord à l'Europe, notre intérêt - il ne faut pas l'oublier - est en même temps de poursuivre notre vocation universaliste.
